



## **Conseil de sécurité**

Distr.  
GENERALE

S/23452  
21 janvier 1992  
FRANCAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

---

### **RAPPORT DU SECRETAIRE GENERAL SUR LA FORCE INTERIMAIRE DES NATIONS UNIES AU LIBAN**

(pour la période allant du 21 juillet 1991 au 21 janvier 1992)

#### **Introduction**

1. Dans sa résolution 701 (1991) du 31 juillet 1991, le Conseil de sécurité a décidé de proroger le mandat de la Force intérimaire des Nations Unies au Liban (FINUL) pour une nouvelle période de six mois, soit jusqu'au 31 janvier 1992. Le Conseil a aussi réaffirmé qu'il soutenait fermement la cause de l'intégrité territoriale, de la souveraineté et de l'indépendance du Liban à l'intérieur de ses frontières internationalement reconnues; il a souligné à nouveau le mandat de la Force et les principes généraux la concernant, tels qu'ils sont énoncés dans le rapport du Secrétaire général en date du 19 mars 1978 1/, approuvé par la résolution 426 (1978), et demandé à toutes les parties intéressées de coopérer pleinement avec la Force pour qu'elle puisse accomplir intégralement sa mission; et il a réaffirmé qu'il convenait que la Force accomplisse intégralement sa mission, telle qu'elle est définie dans les résolutions du Conseil de sécurité 425 (1978) et 426 (1978) et dans toutes les autres résolutions pertinentes. Le Conseil a prié le Secrétaire général de poursuivre ses consultations avec le Gouvernement libanais et les autres parties directement concernées par l'application de la résolution et de faire rapport au Conseil à ce sujet.

2. Les principaux événements survenus dans la zone de la FINUL jusqu'au 29 novembre 1991 ont été décrits dans un rapport spécial portant cette date 2/. Il sera sur certains points fait référence à ce rapport.

Organisation de la Force

3. En janvier 1992, la composition de la Force était la suivante :

Forces militaires

Fidji	QG de la Force	14	
	Bataillon d'infanterie	665	
	Réserve mobile de la Force	34	
	Police militaire	9	722 a/
Finlande	QG de la Force	13	
	Bataillon d'infanterie	502	
	Réserve mobile de la Force	20	
	Police militaire	9	544
France	QG de la Force	20	
	Bataillon composite (compagnie du matériel, compagnie d'appui, compagnie d'escorte blindée)	469	
	Police militaire	10	499
Ghana	QG de la Force	28	
	Bataillon d'infanterie (y compris compagnie du génie)	817	
	Réserve mobile de la Force	36	
	Police militaire	7	888 a/
Irlande	QG de la Force	34	
	Bataillon d'infanterie	602	
	Unité de commandement du QG	84	
	Réserve mobile de la Force	17	
	Police militaire	12	749
Italie	QG de la Force	4	
	Unité hélicoptérée	44	
	Police militaire	4	52
Népal	QG de la Force	12	
	Bataillon d'infanterie	801	
	Réserve mobile de la Force	31	
	Police militaire	5	849 a/
Norvège	QG de la Force	39	
	Bataillon d'infanterie	653	
	Compagnie du matériel	169	
	Réserve mobile de la Force	28	
	Police militaire	17	906

Forces militaires

Suède	QG de la Force	21	
	Bataillon logistique	517	h/
	Réserve mobile de la Force	6	
	Police militaire	8	552
Total, FINUL			5 764

a/ Y compris un officier temporairement affecté à des fonctions de conseiller militaire auprès du Représentant personnel du Secrétaire général en Afghanistan et au Pakistan.

b/ Voir par. 7 ci-après.

Le déploiement de la FINUL au mois de janvier 1992 est indiqué sur la carte qui accompagne le présent rapport.

4. Le général de corps d'armée Lars-Eric Wahlgren (Suède) continue d'exercer les fonctions de commandant de la Force.

5. Soixante-cinq observateurs militaires de l'Organisme des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve (ONUST) ont apporté leur concours à la FINUL. Ces officiers non armés, qui forment le Groupe d'observateurs au Liban, sont placés sous le contrôle opérationnel du commandant de la FINUL. Ils occupent les cinq postes d'observation situés du côté libanais le long de la ligne de démarcation de l'armistice Israël-Liban. Ils ont aussi quatre équipes mobiles dans la partie de la zone sous contrôle israélien qui fait partie de la zone d'opérations de la FINUL. Deux observateurs militaires de l'ONUST sont affectés au quartier général de la FINUL.

6. L'appui logistique de la FINUL a été assuré par le bataillon logistique suédois, des éléments du bataillon composite français, la compagnie du matériel norvégienne, la compagnie du génie ghanéenne et l'unité hélicoptérée italienne, et par certaines sections du personnel civil, surtout en ce qui concerne les transmissions et l'entretien des véhicules. La FINUL employait 530 civils dont 165 étaient recrutés sur le plan international et 365 sur le plan local.

7. L'unité médicale fournie par la Suède depuis 1980 a été retirée à la fin d'octobre 1991. La recherche d'une unité de remplacement n'ayant pas encore abouti, la Norvège et la Suède ont accepté, à titre temporaire, de fournir conjointement une petite équipe médicale pour les urgences. Cette équipe sera remplacée à la fin du mois d'avril 1992 par une unité médicale à part entière fournie par la Pologne 3/, 4/.

8. La réserve mobile de la Force, compagnie mécanisée composite comprenant actuellement des éléments de sept contingents (Fidji, Finlande, Ghana, Irlande, Népal, Norvège et Suède), a fréquemment été appelée à renforcer les bataillons de la FINUL en cas d'incidents graves et lors de la relève des contingents.

9. J'ai le regret d'informer le Conseil qu'un soldat irlandais, un soldat népalais et un soldat suédois ont été tués par balle. Un soldat ghanéen a trouvé la mort dans un accident de la circulation. Quatorze autres soldats ont été blessés par balle ou à la suite d'explosions et trois dans des accidents de la circulation. Depuis la création de la FINUL, 184 membres militaires de la Force ont trouvé la mort : 69 tués par balle ou par l'explosion de mines ou de bombes, 78 décédés par suite d'accidents et 35 morts d'autres causes. Deux cent soixante-douze soldats ont été blessés par balle ou par suite de l'explosion de mines ou de bombes.

10. La FINUL a poursuivi son programme de construction d'ouvrages de protection dans des positions réparties dans toute sa zone de déploiement. Elle a également poursuivi les travaux de construction de nouveaux locaux près d'Ebel es Saqi pour le quartier général du bataillon norvégien; l'installation dans les nouveaux locaux est maintenant presque achevée. La construction d'un nouveau quartier général, plus sûr, pour le bataillon irlandais près de Tibnin a commencé.

11. La FINUL a continué à avoir des difficultés à obtenir les terrains et les locaux dont elle a besoin. Ces difficultés sont dues essentiellement au fait que depuis plusieurs années le Gouvernement libanais ne paie pas les propriétaires des terrains et bâtiments utilisés par la FINUL. La dernière fois que ceux-ci ont été payés remonte à 1987. Ce problème a été porté à l'attention des autorités libanaises à de nombreuses occasions.

#### Coopération avec l'armée libanaise

12. Comme dans le passé, la FINUL a de temps à autre demandé l'assistance de l'armée libanaise en cas de menaces à la sécurité interne dans la zone de déploiement de la FINUL auxquelles la gendarmerie libanaise ne pouvait faire face. Cette assistance a été efficace et, en règle générale, il a suffi d'envoyer quelques officiers pendant une période de courte durée. A la mi-novembre 1991, toutefois, des heurts prolongés entre les habitants de Tayr Dibbah, village proche des limites nord-ouest de la zone de la FINUL, a nécessité le déploiement d'un détachement de l'armée libanaise de la taille d'une compagnie. Les membres du détachement ont perquisitionné les habitations et confisqué les armes et, au bout de trois jours, la situation était revenue à la normale. Une présence de l'armée libanaise a été maintenue dans le village.

13. Conformément à son mandat qui est d'aider le Gouvernement libanais à rétablir son autorité effective dans sa zone de déploiement, la FINUL a poursuivi les pourparlers avec les autorités militaires libanaises concernant des arrangements en vue du transfert à l'armée libanaise de la responsabilité

de la sécurité dans certaines zones actuellement contrôlées par la FINUL. Le déploiement, en 1991, de l'armée libanaise dans d'autres parties du sud du Liban, y compris dans la poche de Tyre, a relancé ces pourparlers tout comme le succès remporté par l'armée à Tayr Dibbah. Il a maintenant été convenu que la partie occidentale du secteur du bataillon ghanéen serait remise à l'armée libanaise, comme l'avait recommandé un groupe de travail militaire mixte composé de représentants de l'armée libanaise et de la FINUL. La zone en question est située essentiellement à l'ouest de Marakah; parmi les villages indiqués sur la carte jointe au présent rapport, elle comprend Burj Rahhal, Bidas, Dayr Qanun an Nahr, Abbasiyah, Tura, Tayr Dibbah et Al Bazuriyah. La passation des pouvoirs aura lieu dès que les dispositions nécessaires auront été prises. Les troupes de la FINUL ainsi libérées seront redéployées à l'est et au sud où leur présence est plus nécessaire.

#### La situation dans la zone d'opérations de la FINUL

14. Israël a continué à contrôler dans le Sud-Liban une zone occupée par les forces de défense israéliennes (FDI) et les forces de facto, appelées "Armée du Liban du Sud". Les frontières de la zone sous contrôle israélien n'ont pas été clairement définies mais sont délimitées en fait par les positions avancées des FDI et des forces de facto. Cette zone comprend la zone adjacente à la ligne de démarcation de l'armistice, une partie des secteurs des bataillons fidjien, népalais, irlandais et finlandais et tout le secteur du bataillon norvégien, ainsi que des zones assez importantes au nord de la zone d'opérations de la FINUL. A l'intérieur de la zone d'opérations de la FINUL, les FDI et les forces de facto ont continué à occuper 65 positions, comme il est indiqué sur la carte ci-jointe. Celle-ci signale également les secteurs sous contrôle israélien situés au-delà de la zone d'opérations de la FINUL.

15. Le secteur du bataillon norvégien est un cas spécial, en ce sens qu'il est entièrement compris dans la zone qu'Israël contrôle depuis qu'il a envahi le Liban en 1982. La FINUL a néanmoins continué de ne ménager aucun effort pour faire régner la paix dans ce secteur, conformément au mandat qui lui a été confié. Il a été fait remarquer aux autorités israéliennes que pour ce faire, il fallait que les FDI et les forces de facto n'entreprennent pas d'opérations militaires dans le secteur. Depuis un certain temps, la position de la FINUL a été respectée à cet égard et les habitants du secteur ont pu vivre dans une paix relative. Toutefois, Israël a modifié sa politique et, au cours de la période considérée, les FDI et les forces de facto ont entrepris à nouveau de fréquentes opérations - patrouilles à pied et en véhicule et coups de feu tirés aussi bien depuis l'extérieur que depuis l'intérieur de la zone. Les services de sécurité organisés par Israël ont établi des administrations civiles à Chebaa, Kafr Hamam et Kafer Chouba, alors que ces villages avaient pu, par le passé, se soustraire à une telle mesure.

16. La FINUL a continué de s'opposer aux tentatives faites par des éléments armés pour pénétrer ou opérer dans la zone où elle est déployée. Il en est parfois résulté des frictions aux points de contrôle de la FINUL, occasionnellement suivies de harcèlements et de menaces contre les membres de

la Force. Comme les membres du Conseil de sécurité en ont été informés à l'époque, un incident grave s'est produit le 14 septembre 1991, lorsque la FINUL a intercepté trois hommes armés à l'ouest de Yatar, dans le secteur du bataillon népalais. Les trois hommes ont fait mine de se rendre, mais ont tiré tout à coup une grenade à tube, tuant sur le coup un soldat népalais. La Force a riposté et l'un des trois hommes a été tué. Les deux autres se sont enfuis. L'identité des trois hommes reste inconnue. Dans le même secteur, des dispositifs explosifs placés dans des postes de la Force ont blessé au total quatre soldats népalais lors de deux incidents survenus le 10 août et le 31 octobre 1991.

17. Un autre incident grave, dont les membres du Conseil de sécurité ont été informés le même jour, s'est produit le 13 septembre 1991, lorsque six Palestiniens armés à bord de canots pneumatiques ont atteint le rivage près de Naqoura. Trois ont débarqué au quartier général de la Force, ont été appréhendés par celle-ci et ont été remis ultérieurement aux autorités libanaises à Beyrouth. Les trois autres ont débarqué au sud de Naqoura et ont détenu 12 soldats de la Force qui faisaient leur gymnastique matinale. Des représentants de la Force ont immédiatement entamé des négociations avec les Palestiniens en vue de les convaincre de relâcher leurs otages et de se rendre à la FINUL. En même temps, les forces de facto ont encerclé les lieux, c'est-à-dire un bâtiment vide situé non loin des installations frontalières israéliennes; des navires israéliens se sont approchés de la terre et des hélicoptères israéliens ont survolé les alentours. Tandis que les discussions se poursuivaient, des tirs d'armes automatiques ont atteint de toutes parts le bâtiment, tuant un soldat suédois et blessant trois soldats français et deux soldats suédois. Un des Palestiniens a été tué et un autre gravement blessé, et ont été emmenés par les FDI. L'Organisation des Nations Unies a protesté auprès de l'Organisation de libération de la Palestine au sujet des actes perpétrés par ses membres au cours de cet incident. Elle a de même protesté auprès du Gouvernement israélien au sujet des actes commis par les FDI/forces de facto.

18. Au cours de la période considérée, la FINUL a dénombré 52 opérations lancées par des groupes de résistance contre les FDI et les forces de facto (10 en août, 9 en septembre, 17 en octobre, 5 en novembre, 8 en décembre et 3 durant la première quinzaine de janvier). Il s'agissait généralement d'attaques menées au moyen d'engins piégés déposés en bordure de route, mais des armes légères, des grenades à tube et des roquettes ont été également employées. Les engins piégés ont fait un certain nombre de victimes parmi les FDI et les forces de facto. La population civile a été également touchée : deux hommes ont été blessés le 13 août dans une explosion près de Bayt Yahun et deux femmes ont été tuées le 6 septembre dans une explosion près d'Al Qantarrah.

19. Comme on l'a déjà signalé en novembre 1991 2/, les FDI/forces de facto ont de plus en plus réagi à ces attaques en tirant systématiquement sur des villages voisins, en particulier après avoir enregistré des victimes. De l'artillerie lourde, des blindés et parfois des hélicoptères de combat ont été employés. Des coups de feu ont été ainsi essuyés par les villages de Yatar

(13 octobre, 17 janvier), Tibnin (6 octobre, 17 janvier), Haddathah (13 août, 6 octobre, 17 janvier), Ayta az Zutt (13 août, 6 octobre), Brashit (13 août, 23-31 août, 6 octobre), Qabrikha (17 août), Majdal Silm (4 octobre), Frun (8 août) et Deir Siriane (29 juillet). Au moins sept civils libanais ont été tués et 30 blessés par les tirs des FDI/forces de facto. Durant le bombardement de Brashit qui a duré neuf jours à la fin du mois d'août, plusieurs milliers de personnes se sont enfuies de chez elles pour se mettre à l'abri.

20. Le nombre de coups de feu tirés par les FDI/forces de facto en direction ou à proximité des positions de la FINUL s'est aussi sensiblement augmenté. La FINUL a signalé 263 cas de ce genre, contre 90 durant les six mois précédents. Un incident très grave survenu le 15 novembre, au cours duquel les forces de facto ont tué par balle un soldat irlandais à At Tiri, a été signalé en détail le 29 novembre 1991 <sup>2/</sup>. Dans le même village, des soldats irlandais ont manqué de peu d'être tués ou blessés durant la nuit du 22 au 23 décembre lorsque les FDI/forces de facto ont tiré deux obus-flèches (antipersonnel) de blindés, dont l'un est tombé sur la position 6-44 de la FINUL. Ces incidents ont fait l'objet de vives protestations auprès des autorités militaires israéliennes.

21. Dans le petit village de Rshaf, les FDI/forces de facto empêchent les habitants, depuis quelques semaines déjà, de se rendre directement dans les villages voisins du nord, avec lesquels ils entretiennent depuis toujours des rapports plus fréquents qu'avec les villages situés au sud, dans la zone sous contrôle israélien. Ces restrictions ont été imposées à la suite de l'explosion d'une bombe à Rshaf, le 29 décembre, qui a causé des victimes parmi les forces de facto. En conséquence, le village souffre de pénuries et la FINUL, conjointement avec le Comité international de la Croix-Rouge (CICR), fournit aux habitants des vivres et du combustible. Le 17 janvier, une autre bombe a explosé à Rshaf en occasionnant de nouvelles victimes parmi les forces de facto, qui ont répondu en ouvrant le feu contre Yatar, Haddathah et Tibnin.

22. Comme par le passé, les membres de la FINUL ont fait détoner des mines, des engins piégés et d'anciennes munitions de guerre non explosées et ont démantelé des explosifs et munitions de divers types dans la zone de déploiement. Quarante-six explosions contrôlées ont été effectuées.

23. La FINUL a continué, dans les limites des moyens dont elle dispose, à apporter une assistance humanitaire à la population civile de sa zone d'opérations. Cette assistance a consisté à approvisionner les habitants en fournitures médicales, en eau, en vivres, en combustible et en électricité ainsi qu'à leur distribuer des vêtements, à réaliser des travaux de génie civil et à assurer la protection des agriculteurs. En outre, grâce aux ressources mises à sa disposition par les Etats qui fournissent des contingents, la FINUL a pu procurer aux écoles des installations hydrauliques, du matériel et des services, et faire don d'équipements aux services sociaux et aux personnes nécessiteuses. Les centres médicaux et les équipes mobiles de la FINUL ont soigné en moyenne 3 000 civils par mois, et des soins

dentaires ont été également assurés sur le terrain. Dans le domaine humanitaire, la Froce a collaboré étroitement avec les autorités libanaises, les organismes et programmes des Nations Unies exerçant des activités au Liban, le CICR et diverses organisations non gouvernementales.

#### Aspects financiers

24. Par sa résolution 46/194 du 20 décembre 1991, l'Assemblée générale a autorisé le Secrétaire général, pour le cas où le Conseil de sécurité déciderait de proroger le mandat de la FINUL à l'expiration de la période en cours, à engager mensuellement des dépenses d'un montant brut n'excédant pas 13 337 000 dollars (soit un montant net de 13 089 000 dollars) pour le financement de la Force durant la période commençant le 1er février 1992. Cette autorisation a été accordée sous réserve que le montant effectif des dépenses à engager pour toute période de prorogation du mandat de la Force au-delà du 31 janvier 1992 soit préalablement approuvé par le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires. Si le Conseil décide de proroger le mandat de la FINUL, les dépenses que devra assumer l'Organisation pour le financement de la Force seront dans les limites des engagements de dépenses autorisés par l'Assemblée générale dans sa résolution 46/194, à condition que l'effectif total moyen de la Force n'excède pas 5 850 hommes et que la mission confiée à la FINUL demeure inchangée.

25. Au début de janvier 1992, les arriérés de contributions au Compte spécial de la FINUL pour la période allant de la date de création de la Force au 31 janvier 1992 se chiffraient à 264 100 000 dollars.

#### Observations

26. Les six derniers mois ont été plus difficiles que les périodes précédentes, aussi bien pour la FINUL que pour les habitants du sud du Liban. Les hostilités se sont intensifiées entre, d'une part, les groupes de résistance et, d'autre part, les FDI et les forces de facto, et le nombre des morts et des blessés a augmenté.

27. La FINUL a continué de faire tout ce qui était en son pouvoir pour empêcher que sa zone d'opérations ne soit utilisée aux fins d'actes d'hostilité. Elle a continué aussi de faire tout ce qu'elle pouvait pour protéger les civils pris dans le conflit, mais l'importance des tirs dont elle était elle-même la cible a limité ses possibilités d'action à cet égard. J'exhorte toutes les parties concernées à respecter le statut international et l'impartialité de la FINUL et à épargner la vie des hommes, des femmes et des enfants qui ne prennent pas part aux combats.

28. D'une manière générale, les hostilités qui se sont déroulées dans la zone d'opérations de la FINUL ont été concentrées sur certaines positions des FDI/forces de facto proches de centres de peuplement et sur les secteurs où est déployée la FINUL. Mon prédécesseur a proposé au Gouvernement israélien que les FDI/forces de facto soient retirées de ces positions, qui seraient ensuite occupées par la FINUL. Il ne fait aucun doute qu'une telle mesure aurait un effet positif, et que la proposition mérite d'être examinée favorablement dans les meilleurs délais.



29. Il est prévu que l'armée libanaise prenne en charge une partie de la zone d'opérations de la FINUL, et c'est là une perspective encourageante. Cette mesure importante s'inscrit dans le cadre du déploiement progressif de l'armée libanaise, qui est maintenant stationnée à Tyre et dans d'autres secteurs du sud du Liban; elle contribuera certainement au renforcement de la stabilité interne et au rétablissement de l'autorité du Gouvernement libanais dans la région. Cette mesure se révèle également avantageuse pour la FINUL, puisqu'elle lui permet de redéployer des troupes qui viendront renforcer celles stationnées dans d'autres secteurs de sa zone d'opérations. J'espère vivement que d'autres mesures semblables suivront et que, parallèlement, la FINUL sera à même de se déployer jusqu'à la frontière internationale, conformément à la résolution 425 (1978) du Conseil de sécurité.

30. L'attitude générale d'Israël quant à la situation dans le sud du Liban et au mandat de la FINUL demeure telle qu'elle est décrite dans les rapports précédents. Les autorités israéliennes continuent d'affirmer qu'elles n'ont pas d'ambitions territoriales au Liban, que l'établissement de la "zone de sécurité" procède d'un arrangement temporaire, nécessaire pour assurer la sécurité du nord d'Israël tant que le Gouvernement libanais ne sera pas en mesure d'exercer efficacement son autorité et d'empêcher que le territoire libanais ne soit utilisé pour lancer des attaques contre Israël. Tout en notant les efforts déployés par le Gouvernement libanais pour rétablir son autorité dans le sud du Liban, le Gouvernement israélien n'est pas disposé pour le moment à modifier le dispositif que, malgré la résolution 425 (1978) du Conseil de sécurité, il a mis en place en territoire libanais. Il ne pense pas non plus que la FINUL, en tant que force de maintien de la paix, puisse assumer les fonctions que remplit ce dispositif. Les autorités israéliennes ont ajouté récemment que maintenant que des pourparlers de paix arabo-israéliens sont en cours, tout le contentieux israélo-libanais, y compris pour ce qui touche à l'interprétation et à l'application de la résolution 425 (1978) du Conseil et de ses résolutions ultérieures, devra être réglé par la voie de négociations bilatérales dans le cadre du processus de paix. En attendant, Israël maintient les forces de facto et continue de renforcer son emprise sur la zone sous contrôle israélien, qui se trouve ainsi de plus en plus coupée du reste du Liban.

31. Le Gouvernement libanais a exposé les grandes lignes de sa position dans une lettre que son représentant permanent auprès de l'Organisation des Nations Unies m'a adressée le 17 janvier 1992 5/. Par cette lettre, le Représentant permanent m'a informé aussi que le Gouvernement libanais avait décidé de demander au Conseil de sécurité de proroger le mandat de la FINUL pour une nouvelle période de six mois.

32. La situation dans la zone d'opérations de la FINUL est certes demeurée difficile et la Force est encore loin de pouvoir s'acquitter de l'intégrité de son mandat, mais la contribution de la Force à la stabilité dans une région très instable demeure importante. Le rôle de la Force apparaît particulièrement utile maintenant que les Arabes et les Israéliens ont entamé des négociations de paix. Je recommande donc au Conseil de sécurité d'accéder à la demande du Gouvernement libanais et de proroger le mandat de la FINUL pour une nouvelle période de six mois, soit jusqu'au 31 juillet 1992.

33. Etant donné que les services de maintien de la paix fournis par l'Organisation des Nations Unies sont très demandés, et le sont de plus en plus, et que ces services entraînent de lourdes charges financières pour les Etats Membres, j'ai l'intention de procéder à un examen critique du coût de toutes les opérations en cours. Avec un budget net annuel dépassant les 157 millions de dollars, la FINUL absorbe une forte proportion des dépenses actuellement consacrées au maintien de la paix. On a signalé à mon attention l'examen de l'effectif et du champ d'opération de la FINUL auquel a procédé le Secrétariat, et dont les résultats sont consignés dans un rapport que mon prédécesseur a soumis au Conseil voici un an <sup>5</sup>/ . Comme lui, je considère que les recommandations récapitulées au paragraphe 59 de ce rapport vont dans le bon sens, et je prie donc instamment le Conseil de bien vouloir les approuver. L'application de ces recommandations permettrait de réduire d'environ 10 % l'effectif du personnel militaire de la FINUL sans pour autant entamer la capacité opérationnelle dont elle dispose pour s'acquitter de la mission que lui a confiée le Conseil de sécurité.

34. Tout en demandant instamment au Conseil de me permettre de réduire à l'avenir les dépenses de fonctionnement de la FINUL, je me dois d'attirer son attention sur le fait que le Compte spécial de la FINUL demeure fortement déficitaire. Les contributions impayées se chiffrent actuellement à environ 264 millions de dollars. L'Organisation est endettée d'autant envers les Etats Membres qui fournissent des troupes à la FINUL, troupes qui s'acquittent de leur mission dans des conditions souvent dangereuses et inconfortables. Il me paraît utile de rappeler que c'est volontairement que ces Etats Membres affectent des troupes à la FINUL; ils ne sont nullement traus de le faire. Je demande instamment à tous les Etats Membres de payer rapidement et intégralement leurs contributions et aux Etats concernés d'acquitter la totalité de leurs arriérés.

35. Pour terminer, je tiens à rendre hommage au général Lars-Eric Wahlgren, commandant de la Force, et à tous les civils et militaires, hommes et femmes, placés sous son commandement ou son autorité opérationnelle pour la manière dont ils s'acquittent de leur difficile mission. Ils méritent d'être salués pour leur discipline et leur courage remarquables, qui font honneur à leur pays et à l'Organisation des Nations Unies.

#### Notes

1/ Documents officiels du Conseil de sécurité, trente-troisième année, Supplément de janvier, février et mars 1978, document S/12611.

2/ S/23255.

3/ S/23439.

4/ S/23440.

5/ S/23435.

6/ S/22129/Add.1.

وزع قوة الأمم المتحدة المؤقتة في لبنان  
في كانون الثاني/يناير ١٩٩٢  
一九九二年一月联合国部队的部署情况

UNIFIL DEPLOYMENT AS OF JANUARY 1992  
DÉPLOIEMENT DE LA FINAL AU MOIS DE JANVIER 1992  
ДИСЛОКАЦИЯ ВСООНЛ НА ЯНВАРЬ 1992 ГОДА  
DESPLIEGUE DE LA FPNUL EN ENERO DE 1992



